

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET SERVICE DE LA VÉRIFICATION DE L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION

Présentation à la Commission d'enquête sur l'octroi et la
gestion des contrats publics dans l'industrie de la
construction

25 septembre 2014



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

*Commissaire à la lutte
contre la corruption*

Québec



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS ET DU SERVICE DE LA VÉRIFICATION DE L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

- Instituée par la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* le 1^{er} février 2004.
- L'Autorité se distingue par un encadrement intégré du secteur financier québécois :
 - assurances;
 - valeurs mobilières;
 - instruments dérivés;
 - institutions de dépôt – à l'exception des banques;
 - distribution de produits et services financiers.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS (SUITE)

- L'Autorité s'est vue récemment octroyer le mandat :
 - d'encadrer les entreprises de services monétaires;
 - de délivrer les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats avec organisme public.



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

*Commissaire à la lutte
contre la corruption*

Québec



PRÉSENTATION DE LA DIRECTION DES CONTRATS PUBLICS ET DES ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

DCPESM – MANDAT RELATIF À LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

- Pouvoirs accordés par la LCOP à l'Autorité pour réaliser son mandat :
 - autoriser;
 - refuser;
 - révoquer une autorisation;
 - demander des correctifs ou des engagements aux entreprises.



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

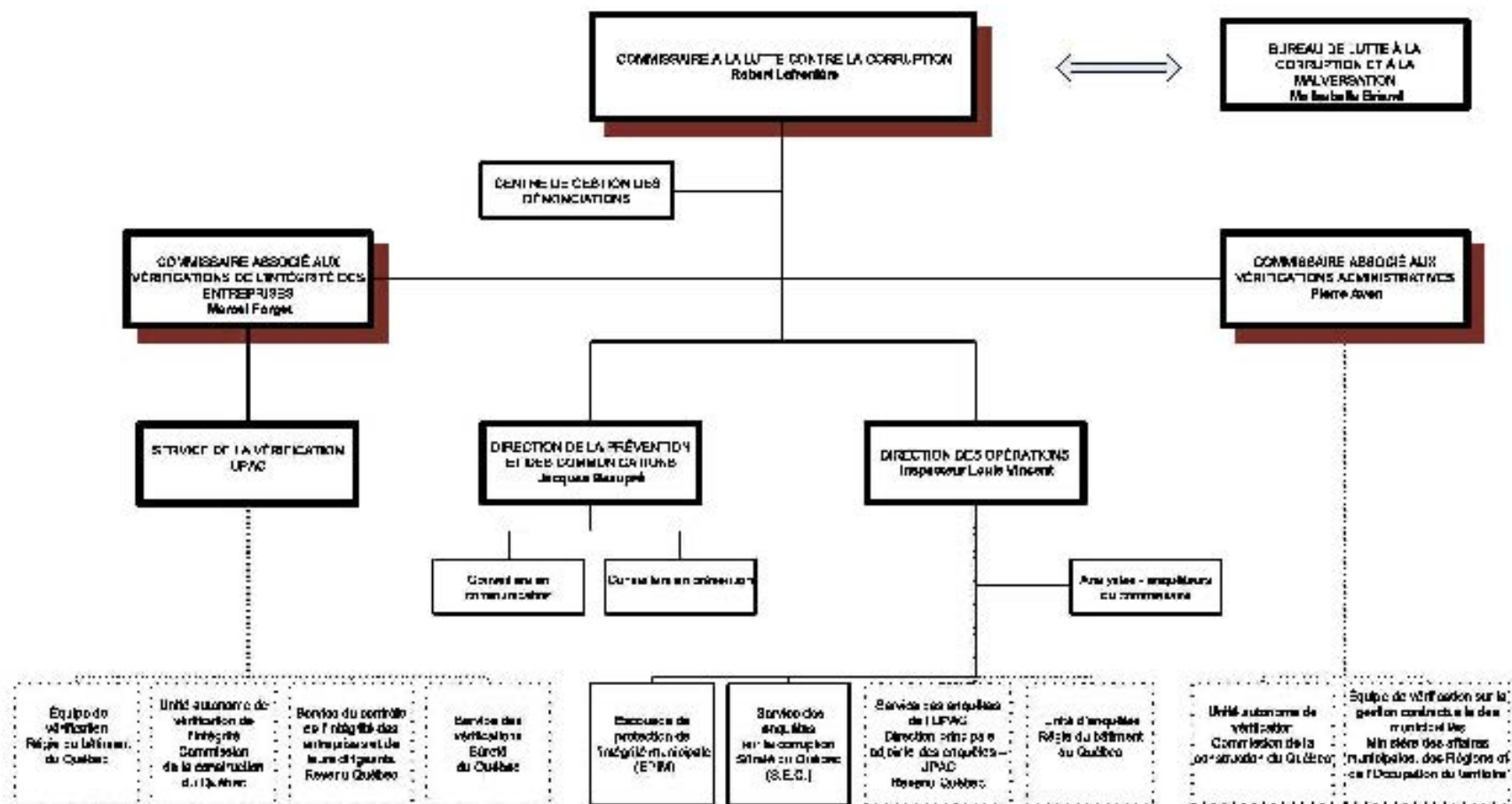
*Commissaire à la lutte
contre la corruption*

Québec



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION ET DU SERVICE DE LA VÉRIFICATION UPAC

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC) (SUITE)



PRÉSENTATION DU COMMISSAIRE ASSOCIÉ AUX VÉRIFICATIONS DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES (CAVIE)

Création des postes de commissaire associé aux vérifications (CAVIE) et de CAVA au cours de 2013 (pas de distinction au niveau législatif);

Mandat :

- Requier des équipes désignées qu'elles effectuent les vérifications nécessaires afin de donner les avis prévus aux articles 21.31 et 21.32 LCOP;
- Dirige et coordonne les activités de l'ensemble des équipes de vérification désignées;
- Donne à l'Autorité un avis à l'égard de l'entreprise qui demande une autorisation;
- Assure la cohésion entre les divers partenaires;
- Développe de nouveaux partenariats.

PRÉSENTATION DU COMMISSAIRE ASSOCIÉ AUX VÉRIFICATIONS DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES (CAVIE) (SUITE)

Pouvoirs :

- Aux fins des vérifications, le CAVIE peut autoriser une personne à, notamment, pénétrer dans tous lieux où peuvent être détenus des documents ou renseignements (13.1 LLCC);
- Reçoit le résultat des vérifications effectuées par toutes équipes ou personnes désignées.

PRÉSENTATION DU COMMISSAIRE ASSOCIÉ AUX VÉRIFICATIONS DE L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES (CAVIE) (SUITE)

Interactions avec le commissaire et les 2 autres volets de l' « UPAC » :

- Nature des interactions :
 - Stratégiques;
 - Administratives;
 - Étanchéité entre les vérifications et les enquêtes.
- Cas de transmission d'un dossier :
 - Aucun dossier transmis en cours ou suivant une vérification (à ce jour);
 - Transmission de dénonciation au commissaire.

PRÉSENTATION DU SERVICE DE LA VÉRIFICATION UPAC (SUITE)

Mandat :

- Assurer le suivi des demandes de l'Autorité;
- Effectuer les vérifications et l'analyse des renseignements obtenus en vue de l'application du chapitre V.2 de la LCOP;
- Assurer une cohérence dans le traitement des dossiers;
- Vérifier les entreprises inscrites au REA;
- Coordonner la vigie des entreprises autorisées.

PRÉSENTATION DU SERVICE DE LA VÉRIFICATION UPAC (SUITE)

Budget :

Budget 2012-2013*	Budget alloué	Dépenses
Rémunération	222,7 K\$	195,5 K\$
Fonctionnement	300,0 K\$	155,8 K\$

Budget 2013-2014	Budget alloué	Dépenses
Rémunération	2 717,0 K\$	1 829,0 K\$
Fonctionnement	381,5 K\$	305,2 K\$

**La Loi ayant été adopté le 7 décembre 2012, l'année 2012-2013 est pour une période de seulement 2 mois de vérification.*

Effectifs :

Effectifs autorisés	Effectifs en place
41	35

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES (MANDATS ET EFFECTIFS)

- Équipe de vérification de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- Unité autonome de vérification de la (CCQ);
- Service des vérifications de sécurité de la Sûreté du Québec (SQ);
- Service du contrôle de l'intégrité des entreprises et de leurs dirigeants de RQ;
- Centre d'analyse et de renseignement de l'AMF (CAR);
- Équipe de vérification sur la gestion contractuelle des municipalités du MAMOT.

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES (MANDATS ET EFFECTIFS - SUITE)

Équipes désignées	Effectifs autorisés	Effectifs en place
RBQ	6	5
CCQ	2	2
SQ	123	31
RQ	25	19

Les équipes de vérifications désignées continuent d'accomplir leur mandat auprès de leur ministère ou organisme respectif.

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES « COLLABORATEURS »

- Directeur général des élections du Québec (DGEQ);
- Bureau de la concurrence (BCC);
- Agence du Revenu du Canada (ARC);
- Gendarmerie royale du Canada (GRC);

CRITÈRES POUR REFUSER L'AUTORISATION

- Refus automatique
 - Infractions prévues à l'Annexe 1 de la LCOP (principalement des infractions au Code criminel et à des lois de nature fiscale).
- Refus discrétionnaire
 - Les motifs invoqués par l'Autorité pour refuser d'autoriser une entreprise sont, notamment:
 - Manque d'intégrité systémique du modèle d'affaires (collusion, corruption, financement illégal de partis politiques);
 - L'entreprise qui contrôle la demanderesse n'obtiendrait pas l'autorisation;
 - Déclaration fausse ou trompeuse à l'Autorité en vue d'obtenir l'autorisation;
 - Liens avec une organisation criminelle;
 - Participation à un stratagème de factures de complaisance;
 - L'entreprise ou ses administrateurs ont, de façon répétitive, éludé ou tenté d'éluder l'observation de la loi dans le cours de leurs affaires, notamment les lois fiscales ou sur les relations de travail.

PROCESSUS D'AUTORISATION

Présentation des 7 phases du processus d'autorisation

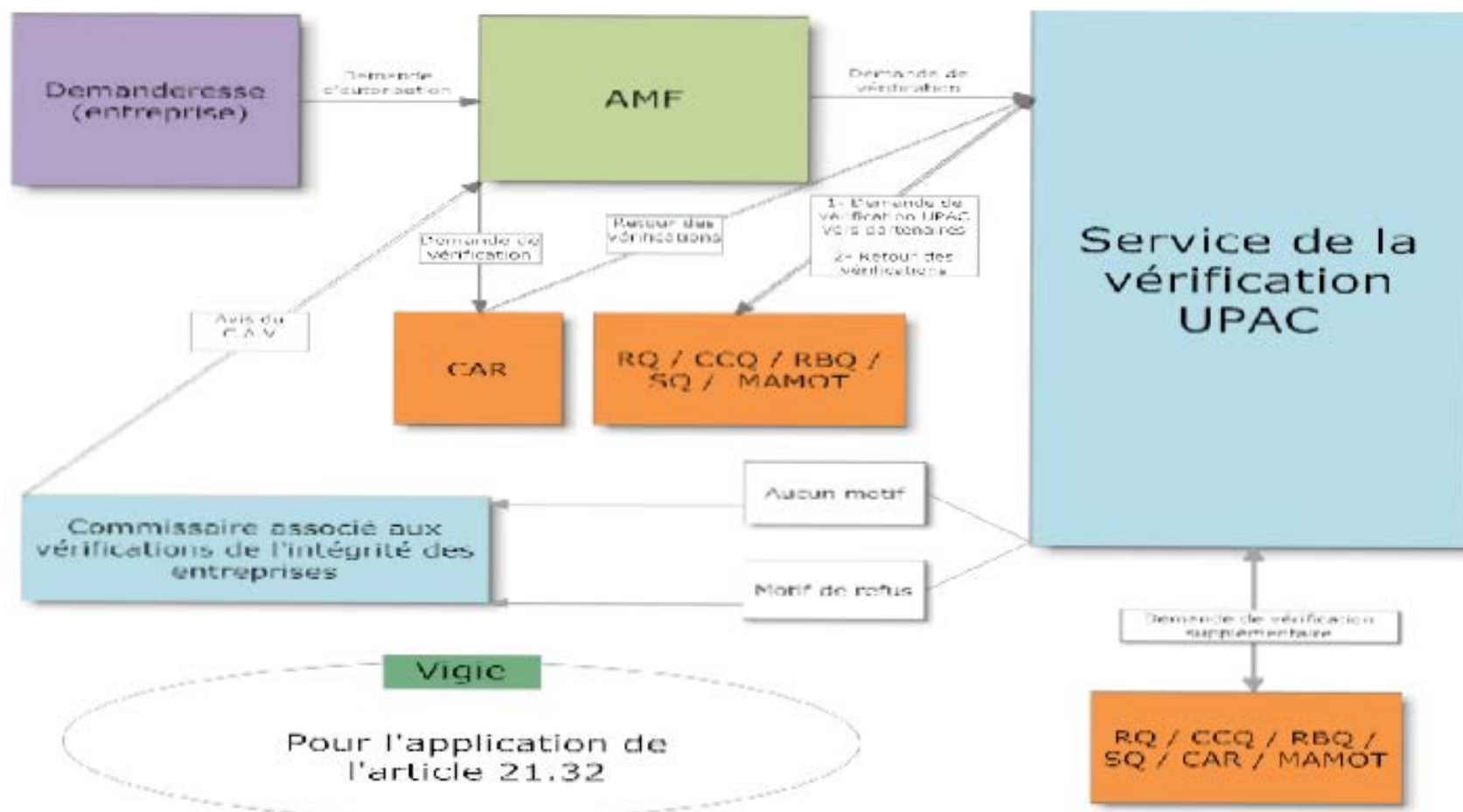
PHASE 1 : DEMANDE REÇUE ET ANALYSÉE PAR L'AUTORITÉ

- La demande d'autorisation est présentée à l'Autorité par la personne dûment nommée par l'entreprise comme répondant.
- La demande d'autorisation doit être présentée selon la forme et contenir les informations prescrites par règlement.
- La demande d'autorisation doit aussi être accompagnée de certains documents prescrits.

PHASE 1 : DEMANDE REÇUE ET ANALYSÉE PAR L'AUTORITÉ (SUITE)

- Pour les entreprises hors Québec, la demande d'autorisation de ces entreprises doit être accompagnée :
 - d'un consentement écrit pour communiquer avec tout corps de police ou autre source locale d'information;
 - d'un consentement écrit pour communiquer avec les autorités fiscales locales;
 - d'un certificat de bonne conduite ou l'équivalent délivré par les autorités locales appropriées.

PHASE 2 : L'UPAC EFFECTUE DES VÉRIFICATIONS À LA SUITE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER DE L'AUTORITÉ



PHASE 3 : LE CAVIE ENVOIE SON AVIS À L'AUTORITÉ

- Le CAVIE peut transmettre 2 types d'avis à l'Autorité :
 - Avis favorable, incluant les sources ouvertes, le cas-échéant
 - Avis défavorable

Limite à la transmission d'information entre l'UPAC et l'Autorité.

PHASE 4 : ANALYSE DE LA RECOMMANDATION DU CAVIE PAR L'AUTORITÉ

- Avis favorable sans source ouverte :
 - Autorisation
- Avis favorable avec sources ouvertes :
 - Après analyse des sources ouvertes par l'Autorité :
 - Autorisation;
 - Demande d'informations additionnelles ou d'engagements avant d'autoriser;
 - Demande de correctifs;
 - Préavis de refus.
- Avis défavorable
 - Après analyse de l'avis par l'Autorité :
 - Demande de correctifs ou d'engagements;
 - Préavis de refus.

PHASE 5 : TRANSMISSION PAR L'AUTORITÉ DE L'AUTORISATION, DE LA DEMANDE DE CORRECTIFS OU DU PRÉAVIS DE REFUS

- Autorisation
 - L'entreprise est automatiquement inscrite au Registre des entreprises autorisées.
- Demande de correctifs
- Préavis de refus
 - Exigé par la LCOP et la *Loi sur la justice administrative*.

PHASE 6 : L'AUTORITÉ ANALYSE LES OBSERVATIONS DE L'ENTREPRISE ET REND UNE DÉCISION FINALE (LORSQU'APPLICABLE)

- Préavis de refus
 - L'Autorité accorde à l'entreprise un délai pour répondre.
 - L'Autorité accepte généralement de prolonger le délai si la prolongation demandée est raisonnable.

PHASE 6 : RÔLE DE L'ÉQUIPE DE VÉRIFICATIONS UPAC À CE STADE

- Validation des éléments factuels contenu dans les observations;
- Nouvelles vérifications envisageables;
- Transmission des éléments retenus et possiblement d'un nouvel avis, le cas-échéant.

PHASE 7 : VÉRIFICATIONS EN CONTINU UNE FOIS L'AUTORISATION OBTENUE PAR L'AUTORITÉ

- La LCOP prévoit que l'Autorité transmet au CAVIE tout nouveau renseignement qu'elle obtient.
- Par ailleurs, l'Autorité fait le suivi des engagements et informe le CAVIE de tout manquement ou de toute information pertinente constatée.

PHASE 7 : VÉRIFICATIONS EN CONTINU UNE FOIS L'AUTORISATION OBTENUE PAR L'AUTORITÉ

- En tout temps pendant la durée de validité d'une autorisation, le CAVIE peut effectuer des vérifications (21.32 LCOP);
- Cas de vérification sans mesure de suivi :
 - Déclenché par une vigie (partenaire, CEIC, diverses sources ouvertes, etc).
- Cas de vérification avec mesure de suivi :
 - Éléments sur lesquels un suivi est nécessaire, bien qu'un avis positif ait été transmis;
 - Validation des éléments transmis à l'Autorité en réponse à un préavis de refus;
 - Vérifications relatives aux mesures de suivis/correctives demandées par l'Autorité.

STATISTIQUES

LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS		
STATUT DES DEMANDES D'AUTORISATION		12 septembre 2014
DOSSIERS REÇUS		1 028
Moins	Dossiers non débutés	0
	Autorisations émises par l'AMF	783
	Refus d'accorder une autorisation par l'AMF	6
	Révocation d'autorisation par l'AMF	1
	Recommandations reçues de l'UPAC : préavis de refus envoyés, dossiers en attente du client, dossiers en révision, etc.	31
EN TRAITEMENT		207
Dont	En attente à l'Autorité de renseignements de la part du demandeur	73
	En traitement à l'Autorité	6
	En traitement à l'UPAC	128
AUTRES INFORMATIONS		
Retraits volontaires du Registre des entreprises autorisées		2
Désistements APRÈS le début de l'analyse		58
Désistements AVANT le début de l'analyse		13

STATISTIQUES

DÉCISIONS RENDUES PAR L'AUTORITÉ		37
REFUS		6
• Contestations judiciaires des décisions de refus	4	
RÉVOCATION		1
• Contestation judiciaire de la décision de refus	1	
AUTORISATIONS		30
• Suite à une demande de correctifs	9	
• Suite aux observations reçues en réponse au préavis de refus (notamment : engagements, mesures de contrôle, mesures de gouvernance)	19	
• Suite à l'analyse par l'Autorité considérant les mesures mises en place (sans transmettre à l'entreprise un préavis de refus ou une demande de correctifs)	2	
DÉSISTEMENTS PAR L'ENTREPRISE SUITE À LA SIGNIFICATION PAR L'AUTORITÉ D'UN PRÉAVIS DE REFUS À L'ENTREPRISE OU À UNE ENTREPRISE LIÉE		13
Avis défavorables en analyse à l'Autorité		22

STATISTIQUES

Statistiques générales SV-UPAC		
en date du 22 septembre 2014		
Demandes de vérification terrain 5Q	71	88 entreprises
Demandes de vérification terrain SV-UPAC	26	31 entreprises
Suivis (article 21.32 LCOP) - réalisés	3	
Suivis (article 21.32 LCOP) - en cours	6	
Délais de traitement		
Délai de traitement moyen des dossiers - Depuis le 15 janvier 2013	41 jours	
Délai de traitement moyen des dossiers - Depuis le 1er avril 2014	26 jours	
Dossier traité - Délai le plus long SV-UPAC	258 jours*	
Dossier traité - Délai le plus court SV-UPAC	4 jours*	
* Délai calculé à partir du moment de la réception du dossier au SV-UPAC en provenance de l'AMF et jusqu'à l'émission de l'avis par le Commissaire associé aux vérifications de l'intégrité des entreprises.		